

L'OUVRIER MÉTALLURGISTE

organe mensuel

de la fédération française des syndicats professionnels de la métallurgie
et parties similaires (C.F.T.C.)

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges — PARIS (9°)

Vous avez fait
la trouée,
à nous de
l'élargir.

Lorsque parle le chef et l'ami

Deux dates, deux choses

Mes chers Amis,

Chaque année, à pareille époque, il est de tradition que votre Président vous convie au Congrès confédéral et vous indique les résultats acquis durant l'exercice écoulé, et les raisons qu'ils vous donnent d'espérer en de nouveaux succès.

L'an dernier, j'avais cru pouvoir, malgré « la dureté des temps et les incertitudes de l'avenir », vous inciter à quelque optimisme. Et voici que, malgré quelques esprits chagrins et dont les prévisions faillissent toujours, les événements nous ont donné une fois de plus raison.

Et notre Congrès confédéral du 26 juin et notre fête du Cinquantenaire du 27 juin, — pour laquelle de très nombreuses délégations de province sont déjà inscrites et à laquelle aucun syndiqué de la région parisienne ne manquera — vont se réunir sous les plus favorables auspices.

Nous aurons passé les terribles épreuves de juin 1936, et celles qui les ont suivies, sans avoir perdu ni un syndiqué, ni l'honneur. Et nous nous retrouverons, en juin 1937, avec 2.048 syndicats au lieu de 803 au congrès de l'an dernier, et avec un effectif plus que triplé.

Par contre, nous aurons vu la C.G.T. qui, grâce à des complicités ou la peur avait autant de place que l'habileté, avait déjà escompté notre disparition, et qui se vantait de totaliser 5.600.000 adhérents, à l'aide de procédés astronomiques plus dignes de la foire que des sciences mathématiques, se trouve réduite, après les constatations des dernières élections au Conseil supérieur du travail, au chiffre un peu moins inexact de 3.000.000. Et nous

l'aurons vue se briser les dents sur une C.F.T.C., sortie de la lutte où on prétendait l'écraser, plus libre et plus forte que jamais, grâce à l'admirable attitude de ses syndiqués, de ses militants... et de leurs femmes.

Et nous aurons vu mieux encore et plus beau !

Il vous suffira, si vous ne la connaissez déjà, de lire la Lettre que S.E. le Cardinal Pacelli vient de nous adresser au nom de S.S. le Pape Pie XI, et que nous reproduisons ci-contre, pour que ceux qui ont connu les heures pénibles du passé se trouvent reconfortés et munis d'un nouveau courage et pour que les bleuettes, qui s'apprêtent à saisir le flambeau et à continuer et à élargir la tâche inachevée, débordent de confiance et d'enthousiasme.

Jamais, en effet, nous n'avions reçu d'approbation plus nette, d'encouragements plus précieux et, pour tout dire, un pareil témoignage de sollicitude paternelle.

Que tous ceux de la C.F.T.C. qui ont connu le poids du jour et de la chaleur et qui n'ont jamais cessé leur effort ni désespéré de leur tâche se laissent aller, à voir ainsi justifiée leur action, à une profonde et saine fierté.

Des vies comme les leurs, tout entières vouées au service de leurs frères, valent vraiment la peine d'avoir été vécues, et combien elles sont plus méritoires et plus profitables à l'humanité que celles qui sont guidées par l'ambition ou par l'égoïsme quelque haut qu'elles parviennent.

La journée du 27 juin sera consacrée à rendre hommage à ce passé et à s'en réjouir.

Mais le Congrès du 26 juin aura à remplir une tâche plus austère pour laquelle les militants du Syndicalisme chrétien ne montreront pas moins d'enthousiasme.

Un cinquantenaire, pour eux, ce n'est pas une conclusion, c'est un commencement.

La vie est un perpétuel mouvement. Elle n'admet ni d'un homme, ni d'une œuvre qu'ils s'arrêtent. Sans cesse, elle nous met devant de nouveaux devoirs et de nouveaux problèmes et elle exige de nous que nous assurions l'accomplissement des uns et que nous trouvions la solution des autres.

Le passé que nous héritons de nos anciens n'est pas une richesse qui nous permet la paresse ou le repos, c'est une hypothèque sur l'avenir qui nous crée de nouvelles responsabilités.

Ces obligations, ces responsabilités nous aurons à les préciser le 26 juin. Ayant établi le bilan de la succession qui nous échoit, nous nous apercevrons qu'il nous faudra gérer et agrandir le bien de famille avec une intelligence toujours plus attentive et une volonté toujours plus ferme.

Et Dieu veuille que les jeunes qui feront la relève soient sans cesse plus nombreux et plus forts, afin que les félicitations et les approbations que nous adresse le Gardien de notre doctrine soient méritées par ceux de demain plus encore que par ceux d'hier, et que la Justice et la Charité, dont l'humanité a faim, lui soient prodiguées et multipliées, grâce à leurs efforts, comme le Christ multiplia et prodigua les pains et les poissons à la foule affamée suspendue à son Verbe.

J. ZIRNHELD.

FIN DE JOURNÉE...

Il y a longtemps, tout près maintenant de cinquante ans, on avait dit à ceux-là qui furent les aînés, mon frère ouvrier :

Les Syndicats Chrétiens ! Est-ce que ça durera ? Est-ce que ça peut durer ? Que pouvez-vous attendre d'eux ?

N'y allez point, mes bons amis. N'embarquez point sur cette galère. Elle n'arrivera pas au port.

Elle sombrera, et nous avec. Les syndicats chrétiens ne vivront point.

Ils ne peuvent pas vivre. Ils sont voués à l'échec.

Et vos aînés ont répondu seulement. Pourquoi ?

Comme on ne pouvait alors les éclairer aussi nettement qu'on le conseillait.

Comme ils avaient la foi. Et que c'était cette foi agissante qui est la foi sincère, ils ont continué quand même.

Parfois, la route avait des difficultés plus grandes.

Ils connurent des soirs plus sombres. Où l'espoir semblait mort.

A tout le moins endormi. Ils pensèrent aux paroles attristantes des mauvais apôtres.

« Les syndicats chrétiens ne vivront point ! »

Ils furent tentés.

Car tous les courageux connaissent la tentation.

Ils furent tentés de donner raison aux défaitistes.

Et d'en finir avec leurs efforts.

Efforts dont ils attendaient chaque saison, des fruits qui ne venaient point.

D'en finir !

De porter ailleurs leur action et leur dévouement.

Avec regret, bien sûr. Mais de quoi servait le courage inutile ?

Et puis ils s'avisèrent que jamais le vrai courage n'était inutile.

Le vrai courage, ils l'auront, et la cause était belle, et la cause était noble.

Ils y croyaient.

Et ils continuèrent.

La tâche, ardente, épuisante eut sa son de leur force.

(Lire la suite en 2^e page.)

L'activité fédérale de l'Internationale des métallurgistes chrétiens

Les 2, 3 et 4 juin nous avions la joie d'accueillir à Paris les membres de son Bureau, représentés par Gustave WALLEYN, Belge, président de la Fédération ; Frans Van WELIE, secrétaire général, Arthur BERTINCHAMPS, président de la Centrale des Métallurgistes chrétiens de Belgique et notre ami Charlemagne BROUTIN, président de notre Fédération.

Les réunions avaient pour objet la mise au point et la rédaction de l'ordre du jour du comité, l'étude de la nouvelle législation sociale française, ses conséquences sur le standard de vie des salariés et ses répercussions sur l'économie de notre pays.

Notre ami Jean PERES, Lucien LEONARD et Jean GERSTEL, invités par le Bureau, assistaient à ces délibérations.

En ce qui concerne les travaux du prochain Comité, lequel se tiendra à VIENNE les 22, 23 et 24 juillet prochain, voici les questions qui y seront traitées.

de la technique par l'augmentation des loyers.

Les problèmes du temps présent feront l'objet d'un rapport sur le fascisme, le nazisme et le communisme.

Un rapporteur hollandais traitera des bases d'une véritable démocratie sociale chrétienne, en regard des institutions existantes dans les pays libres.

Les représentants des nations affiliées à l'Internationale, rapporteront les conditions de travail dans leur pays respectif : salaires, conventions collectives, durée hebdomadaire, chômage, coût de la vie et puissance d'achat du salaire.

Ce programme montre avec quel souci d'opportunité nos amis de l'Internationale suivent les questions actuelles. Nous nous dispenserons donc de tout commentaire.

Après une journée de détente employée à des visites, notamment celle de l'Exposition, nos amis abordent :



Après le discours d'ouverture du Président, le rapport du Secrétaire portera sur l'activité de l'Internationale et sur les conditions requises pour une action syndicale, dégagée de l'emprise de la politique et de l'influence patronale. On examinera l'application des 40 heures dans le domaine international, l'action à mener pour son institution :

1° Comme remède au chômage ;
2° Comme moyen de faire participer les travailleurs au progrès

Le programme de la dernière journée comportait un exposé sur l'expérience française actuelle, ce sont nos amis Paul VIGNAUX et Henri DENIS, professeurs à l'Ecole Normale Ouvrière de la C.F.T.C. qui traitèrent cet important sujet ; fort intéressés, les dirigeants de l'Internationale posèrent ensuite de nombreuses questions et demandèrent la publication du rapport de nos amis.

(Lire la suite en 2^e page.)

Le Cardinal Pacelli écrit au Président de la C.F.T.C.

S. Em. le cardinal Pacelli vient d'adresser, au nom du Souverain Pontife, à M. Jules Zirnheld, président de la C.F.T.C., à l'occasion du congrès jubilaire des syndicats chrétiens, l'importante lettre suivante :

Monsieur le Président,

Sa Sainteté a appris avec une vive satisfaction votre projet de célébrer à Paris, sous l'égide de S. Em. le cardinal Verdier, le cinquantenaire de la Confédération française des travailleurs chrétiens. Cette commémoration, au moment même où le problème social se pose avec une acuité redoublée, aura l'avantage, en effet, de mettre en un plus vif relief les solutions de salut données par l'Eglise. Le rapport, que vous vous êtes fait un filial devoir de présenter au Saint-Père n'a pas manqué de retenir sa bienveillante attention. Il n'ignore pas, d'ailleurs, quels mérites la Confédération des travailleurs chrétiens s'est acquis, à cet égard, depuis cinquante ans. L'Institut des Frères des Ecoles chrétiennes lui-même n'y est pas étranger, puisque c'est sous la conduite éclairée d'un de ses membres, qu'en 1887, quelques employés décidèrent d'utiliser la liberté d'association professionnelle, accordée par la loi française, pour constituer un groupement qui ne le cédât en rien à tous les autres, quant à la défense des intérêts corporatifs légitimes, mais qui fût loyalement, ouvertement imprégné de la doctrine catholique. Que le grain de sénévé dût devenir un grand arbre, il n'est, pour s'en rendre compte, que d'admirer l'ampleur et l'efficacité de vos réalisations actuelles, non sans un sentiment d'action de grâces envers ce Dieu de toute bonté, « qui incrementum dedit ». Sans doute les difficultés ne vous ont point manqué. Mais n'y faut-il pas voir ce genre d'épreuves salutaires par lesquelles la Divine Providence se

plaît souvent à faire passer ses œuvres de choix, comme pour les purifier et les fortifier ? Vous n'en atteignez pas moins aujourd'hui, plus nombreux et plus vigoureux que jamais, cette glorieuse étape jubilaire, où l'on ne peut s'empêcher de reconnaître une admirable disposition du Ciel.

Il s'en dégage une leçon dont notre époque, si travaillée au point de vue social, ne manquera pas de faire son profit. Votre exemple, en effet, montrera qu'il n'y a de réels progrès qu'en recourant aux enseignements sauveurs que Jésus-Christ et son Eglise nous ont dispensés — même en un domaine qui semble ressortir davantage au temporel qu'au spirituel — si pertinemment, si heureusement. A l'encontre des préjugés invétérés et devançant même les législations civiles, la papauté n'a jamais craint de revendiquer, en faveur des ouvriers, un droit d'association qui est d'ailleurs dans la nature des choses, lorsqu'il a pour but de réaliser des fins légitimes, comme sont la sauvegarde et l'amélioration des intérêts professionnels bien compris. La célèbre Encyclique de Léon XIII, « De conditione operarii », est, à cet égard, un document précurseur, qu'il est à peine besoin de rappeler. La lettre de la Sacrée Congrégation du Concile à S. Em. le cardinal Liénart, qu'on a appelée à bon droit la charte du syndicalisme chrétien, apportait de nouvelles précisions à cet auguste et solennel enseignement, que devaient enrichir encore l'Encyclique « Quadragesimo anno », du Pontife glorieusement régnant, et tout récemment l'Encyclique « Divini Redemptoris » sur le communisme athée.

Que cette formule d'organisation professionnelle, selon les directives pontificales, soit aujourd'hui d'une importance et d'une urgence exceptionnelles, qui le nie devant les prétentions mons-

truses d'un autre syndicalisme, qui est avant tout le serviteur d'une politique révolutionnaire, fondée sur la haine, la lutte des classes et le mépris de l'autorité et de la propriété ?

(Lire la suite en 3^e page.)

La Journée du Cinquantenaire

Le programme de la journée d'apothéose du 27 Juin est dominé par deux grandes réunions en plein air au Parc des Princes.

C'est d'abord à 9 h. 15 une Grand' Messe Solennelle avec allocution de Son Excellence Monseigneur GERLIER, Evêque de Tarbes et Lourdes.

Au cours de cette messe le « Cercle Musical P.-O.-Midi » qui comprend 150 exécutants interprétera la Messe de Sainte-Cécile de Charles Gounod.

Un TE DEUM d'action de grâces terminera cette belle cérémonie.

Dans l'après-midi, à 14 h. 30 aura lieu une Grande Assemblée Populaire et Artistique avec allocution de J. ZIRNHELD, Président de la C. F. T. C. et de Son Eminence le Cardinal VERDIER, Archevêque de Paris.

Orchestre et chœurs du « Cercle musical P.-O.-Midi », solistes des grands théâtres parisiens.

Le Corps de Ballet de l'Opéra prêteront leur concours dans un divertissement de M. Aveline.

Les Clowns et Attractions du Cirque Médrano sont également au programme.

Avec Paul Vignaux et Jean Pérès chez les « Métallos » de Franche-Comté

Trois jours de vie syndicale intense et de propagande passés dans une atmosphère d'amitié réconfortante d'où nous rapportons la certitude de la montée du Syndicalisme chrétien dans cette région.

Une équipe de militants pénétrés de sens syndical est à l'œuvre ; leur dévouement, leur désir de formation sont une promesse pour les conquêtes futures. Nous rapportons de ces journées un optimisme raisonné sur des faits, les Métallurgistes de Franche-Comté nous ont montré ce que peuvent des hommes qui ont la foi syndicale. Les souffrances du passé, les difficultés n'en ont pas fait des aigris et des découragés, les succès qui, depuis un an, ont marqué leur courageuse activité ne les ont point grisés.

Si, comme certains, ils ne montent pas à l'assaut du patronat ils réservent leurs forces pour construire l'ordre nouveau et bâtir par la collaboration une cité plus juste, plus fraternelle où les travailleurs trouveront plus de sécurité

dans des lendemains meilleurs, tels sont les impressions qu'à leur descente du train nous confiaient nos amis Paul VIGNAUX, Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes en Sorbonne, Professeur à l'Ecole Normale Ouvrière de la C.F.T.C. et Jean Pérès, Secrétaire délégué de la Fédération de la Métallurgie qui viennent d'effectuer une tournée dans le pays de Montbéliard et le territoire de Belfort. Partout ils furent reçus avec enthousiasme et le jour de leur arrivée le vendredi 11 juin, au cours d'une réunion publique à Audincourt devant plus de 600 personnes, Jean Pérès, après un brillant exposé des méthodes d'action du syndicalisme chrétien, amenait un camarade de la C.G.T. qui lui avait apporté la contradiction à reconnaître la nécessité d'une collaboration sur le plan des cartels inter-syndicaux, entre les deux Centrales pour défendre et promouvoir une législation sociale en harmonie avec les légitimes desirs de mieux-être des classes laborieuses. Depuis quelque temps déjà la Belgique est

entrée dans cette voie et l'importance des résultats obtenus prouve que la se trouve la solution d'avenir qui doit, chez nous, tôt ou tard, faire place à l'ostacisme de ceux qui par la force et la contrainte, essaient de réaliser une impossible unité et imposer à la classe ouvrière de notre pays un syndicalisme d'Etat à la russe et en tous points semblable au front de travail du nazisme ou du corporatisme fasciste.

Le lendemain avait lieu à Besançon la réunion des délégués métallurgistes venus des localités environnantes, 21 sections locales étaient représentées. Robert Bernard en présentant le rapport d'activité marquait l'important travail accompli et soulignait très objectivement les résultats obtenus.

Paul Vignaux exposait ensuite devant les militants particulièrement attentifs « les conséquences de l'expérience actuelle pour l'organisation syndicale chrétienne ».

Longuement applaudi, notre éminent ami insistait sur cette formule « programme ». La collaboration ne s'offre pas seulement dans des discours, elle s'impose dans les faits. Pour terminer cette importante journée, une réunion de propagande avait lieu le soir à Besançon. C'est Jean Pérès qui, pendant plus d'une heure, tint la tribune et dans un important discours marqua, aux applaudissements de l'auditoire, la position actuelle du syndicalisme chrétien.

Le dimanche, de très bonne heure, un nouvel auditoire était venu entendre Paul Vignaux donner un de ses nombreux cours sur la situation sociale du temps présent et les possibilités d'action qu'elle nous offre.

A la messe solennelle qui suivit, célébrée à la cathédrale, nos camarades eurent la très grande joie d'entendre une magistrale allocution de S. Exc. Mgr Dubourg, archevêque de Besançon.

Ils se rendirent ensuite au banquet réunissant plus de 300 convives, au cours duquel, couronnant ces trop courtes journées de foi en l'avenir du syndicalisme chrétien, marquant fortement son invincible dynamisme, de nombreux toasts furent prononcés, notamment par nos amis de l'U. R. de Franche-Comté, Paul Vignaux, Jean Pérès et enfin par Mgr Dubourg, qui redit à tous son affection et sa confiance dans l'avenir de notre mouvement.

L'avènement des masses

Jean THEVENOT nous a donné dans l'Aube du 2 juin, un article particulièrement suggestif sur « les mouvements de juin ». Certains d'intéresser nos camarades, nous croyons qu'il est utile de rapporter ici un commentaire des passages susceptibles de servir notre action syndicale :

« La grève sur le tas, dit Jean Thevenot, a gagné de proche en proche et la voici qui remue des pays très éloignés de nous, une fois de plus la France a fait école. Si ces mouvements restent dans la légalité et servent de légitimes revendications, très bien. Mais il faut condamner toute agitation qui tend à favoriser un absolutisme prolétarien aussi injustifiable que tout autre despotisme. A l'heure présente, le peuple, dit-il, exerce sur le cours de la vie nationale une action efficace et continue. »

« Nous allons vers une démocratie populaire qui peut être une excellente chose si elle consiste en la collaboration de tous les éléments d'un même peuple et une tyrannie si c'est la domination politique du prolétariat. »

Parlant des dictatures, nous retrouvons l'écho des conditions qui trop souvent sont faites dans les ateliers à nos camarades de travail : « Les Césars brimaient les foules, les dictateurs font plus, ils les flattent et se flattent d'en avoir obtenu une adhésion totale, hélas ! il s'agit le plus souvent d'une adhésion plus forcée que spontanée. »

Parlant de la foule, il ajoute : « Plus la foule est nombreuse, plus elle compte en tant que telle, mais moins chacun de ceux qui la composent a de liberté et de responsabilité, on émancipe des foules pour aboutir en dernier ressort à la tyrannie de la personne humaine. »

La justesse de ces observations rejoint les remarques que chacun de nous a pu faire au moment des grèves d'occupation auxquelles nous avons été menés.

Combien nous avons souffert de voir cette sorte de troupeau humain obéir aveuglément à des mots d'ordre, souvent incohérents et pour faire comme les autres ; nous pouvons donc dire avec Jean Thevenot : « Il est temps de faire place à l'homme » et nous rendrons ainsi à nos frères de travail la personnalité et la dignité que les bataillons et les charlatans s'acharnaient à lui enlever.

SYNDIQUÉS !..

Si vous avez une difficulté,
Si vous êtes embarrassés,
Si vous avez besoin d'un
renseignement quelconque

Adressez-vous à
VOTRE SYNDICAT

Une Convention Nationale

La Fédération des Syndicats des Services Hospitaliers et Sociaux, et l'Union des Syndicats Ouvriers de la Région Parisienne viennent de signer un Contrat Collectif National, réglant les rapports entre employeurs et ouvriers des ateliers de fabrication d'appareils de prothèse dentaire de tout le territoire français.

En dehors des articles communs à toutes les conventions, nous croyons utile de faire connaître à nos camarades certaines particularités qui peuvent les intéresser :

1° L'article XV ainsi conçu : Les candidats appartenant à un syndicat ouvrier pourront porter à la suite de leur nom, sur leur bulletin, la mention suivante « membre du Syndicat des Mécaniciens-dentistes de... ».

2° SALAIRES :

Article XVII. — Les minima de salaires sont établis de la manière suivante pour chaque catégorie d'ouvriers :

Chefs d'ateliers : 450 francs par semaine.

Premiers mécaniciens (sachant faire tous les travaux courants de or, caoutchouc) : 400 francs par semaine.

Seconds, première catégorie : (mécaniciens sachant faire tous les travaux courants de caoutchouc, montage, finissage) : 275 francs par semaine.

Petits ou troisièmes (mécaniciens sachant faire tous les travaux en plâtre, le bourrage, le finissage, le polissage, les réparations, c'est-à-dire sortant d'apprentissage) : 175 francs par semaine.

Ouvriers spécialisés (ouvriers spécialisés dans certains travaux n'ayant pas nécessité un apprentissage de mécanicien-dentiste) : 250 francs par semaine les six premiers mois, 300 francs par semaine après six mois.

Polisseuses et bourreuses : 200 fr. par semaine les six premiers mois, 225 francs par semaine de six mois à un an, 275 fr. par semaine au-dessus d'un an.

Les heures de dérogation prévues par le règlement d'administration publique concernant la durée du travail seront majorées de 50 %.

Si le mécanicien est payé au mois, le salaire mensuel sera équivalent à celui de quatre semaines et un tiers.

Le salaire ne comporte pas de réduction pour les fêtes légales ou les journées de chômage imposées par décision du patron, particulièrement à l'occasion des fêtes entraînant des journées de chômage, dites « ponts ».

Ces minima s'entendent « minima » de début ; nul mécanicien ne pourra, en effet, se voir privé des avantages dont il jouit déjà.

Conformément à la loi, à chaque paye, il sera remis un bulletin portant les indications suivantes : salaires gagnés, retenues effectuées, salaire payé.

3° APPRENTISSAGE :

Art. XVIII. — L'apprentissage devra être organisé conformément aux lois du 25 juillet 1919 et 20 mars 1928 incorporées au Livre I^{er} du Code du Travail.

Art. XIX. — Le contrat d'apprentissage sera obligatoire pour tous les apprentis.

Un modèle-type de contrat sera établi entre organisations patronales et ouvrières, il sera obligatoire dans tous les ateliers.

Art. XX. — Dans chaque établissement le nombre des apprentis ne pourra être supérieur à un apprenti pour cinq ouvriers.

Toutefois, la direction pourra embaucher un second apprenti les six derniers mois des trois années d'apprentissage d'un apprenti.

Art. XXI. — Les minima des salaires sont établis de la manière suivante pour les apprentis :

20 francs par semaine pour débuter, puis augmentations progressives tous les six mois : 30 francs, 40 francs, 60 francs, 80 francs pour miner à 100 francs pendant les six derniers mois des trois années d'apprentissage.

4° PLACEMENT :

Art. XXII. — Dans la région parisienne toutes les offres d'emploi devront être adressées par les employeurs à l'Office Départemental du Placement, services des Cabinets et Laboratoires dentaires, 3, rue de Lisbonne, Paris (8^e), seul qualifié pour procéder aux opérations de placement de la région parisienne.

En province, les organisations patronales et ouvrières se mettront d'accord pour organiser par région des services de placement contrôlés par une commission paritaire.

Une liaison devra être établie entre tous les services de placement, pour régulariser l'état du marché du travail.

5° COMMISSION PARITAIRE :

Art. XXIX. — Il est institué une commission paritaire composée de trois représentants des employeurs et de trois représentants des ouvriers, désignés par les organisations signataires de la présente convention.

Cette commission est chargée : a) De régler les différends relatifs à l'application de la présente convention qui n'auraient pu être tranchés entre l'employeur et les ouvriers à l'intérieur d'un établissement ; b) d'examiner s'il y a faute lourde en cas de renvoi d'un mécanicien, s'il y a contestation, tel qu'il est prévu à l'article 25 ; c) D'étudier les modifications et révisions qui pourraient être proposées par l'une des parties signataires de la présente convention.

En cas de désaccord au sein de la Commission paritaire, les différends collectifs seront immédiatement soumis à la procédure d'arbitrage prévue par la loi du 31 décembre 1936 et par le décret du 16 janvier 1937.

L'activité fédérale de l'Internationale des métallurgistes chrétiens

(Suite de la 1^{re} page.)

Au lendemain de ces journées internationales, nous comprenons mieux toute l'importance de notre activité sur le plan national et local, que les militants et les syndiqués de nos plus humbles cités ne permettent jamais au doute d'effleurer leur esprit quant à l'efficacité ou à la nécessité de leur action syndicale.

Notre Fédération n'est pas le fait de circonstances momentanées, elle est une force organisée, internationalisée.

Les dirigeants de cette Internationale, militants de l'idée syndicale chrétienne nous ont montré toute l'autorité qu'ils ont su acquérir par l'étude des problèmes sociaux et économiques, leur passé syndical, la confiance des mandats de leur pays respectif les a en outre portés à la direction des mouvements syndicaux ; aussi, la Fédération Internationale peut-elle à tous égards s'appuyer sur la compétence de dirigeants aussi avertis des problèmes qu'elle aura à traiter.



Nous n'avons rien à envier au mouvement révolutionnaire, en effet, notre doctrine positive et constructive dépasse de beaucoup le verbiage et la phraséologie des meetings, leurs chefs, pour aussi respectable que soit la personnalité de ceux-ci, ne sauraient en aucun cas diminuer la confiance que nous avons dans les nôtres, par tout ils se sont imposés et le Bureau International du Travail lui-même, à maintes reprises, nous a fait honneur de sympathie ; ne nous laissons donc pas impressionner par certaines apparences qui tendent à faire croire que seule la loi du nombre compte, ne nous arrêtons pas davantage aux critiques et aux oppositions de ceux que notre titre de chrétien contrarie et qui, groupés dans des organisa-

tions neutres sans consistance et sans autorité, perdent leur temps en de stériles jérémiades.

Nous sommes une force et une force conquérante par l'effort continu de nos militants qui, laborieusement depuis des dizaines d'années travaillent à promouvoir un ordre social plus juste, plus fraternel ; nous nous efforçons d'élever la classe ouvrière au niveau moral et matériel qu'exige sa dignité humaine.

Dans le passé, comme dans le temps présent, nous avons su, comme nous savons comprendre, les besoins de notre temps et travailler à leur réalisation ; aussi, c'est avec fierté qu'il nous plait de rapporter ici quelques travaux de notre Internationale.

C'est en juin 1931 au cours d'une réunion de son bureau que nous trouvons affirmées les considérations suivantes :

« Considérant qu'une extension internationale du droit ouvrier doit être une des tâches les plus

importantes de la politique sociale, pour éviter des régressions » et inaugurer un développement continu, affirme comme particulièrement urgente la nécessité d'un développement du droit de CONVENTION COLLECTIVE, du système de CONCILIATION ET D'ARBITRAGE, DU SYSTÈME DES CONSEILS D'ENTREPRISE, DES CONSEILS ÉCONOMIQUES ET LA NÉCESSITÉ DE L'INSTITUTION DU DÉVELOPPEMENT D'UNE JURIDICTION de travail particulière et demandant de aux organisations affiliées de travailler au sein de leur Confédération Nationale et auprès de l'opinion publique en faveur d'un DÉVELOPPEMENT DU DROIT DE TRAVAIL comme un équipement important pour le travail syndical et pour L'EMANCIPATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE. »

Chronique familiale

CARNET

Nous apprenons avec joie la naissance d'Etienne, André, Francisque Richard, fils de notre ami et collaborateur Jean Richard.

Nos félicitations aux heureux parents et tous nos meilleurs vœux pour le jeune Etienne.

Une pension bon marché pour nos camarades de province qui visiteront l'Exposition.

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur les conditions avantageuses que les « Logis Fraternelles » sont susceptibles de faire pendant la durée de l'exposition, aux adhérents de la C.F.T.C. et de leur famille.

Le prix des chambres est de 9 fr. par jour par personne. Celui des repas de 6 fr. 50 et des petits-déjeuners 1 fr. 50. Les chambres sont spacieuses avec eau courante, service compris.

Située à la gare même de Houilles, à 13 minutes de la gare Saint-Lazare, cette pension de famille, créée sur l'initiative du Syndicat des Employés, possède un bel immeuble moderne.

Réservée à des jeunes gens qui y trouvent des avantages pécuniaires intéressants, dans un bon milieu, ce n'est qu'exceptionnellement qu'elle recevra les familles, dans la mesure des places disponibles.

Il est recommandé de retenir sa chambre, soit par écrit : 2, rue Danton, à Houilles ; soit par téléphone : 59 à Houilles ; quelques jours à l'avance.

Une réduction de 50 % étant faite sur les billets de chemin de fer, le prix du billet sera de Houilles à Paris, de 1 fr. 50 environ.

Le relèvement du taux des allocations familiales

Une enquête effectuée par les services du Ministère du Travail sur le relèvement des taux minima réglementaires d'allocations familiales permet d'établir la statistique suivante :

Actuellement, puis de 80 % des caisses de compensation ont relevé les taux qu'elles pratiquaient depuis 1933. En outre, sont intervenues dans certaines régions, des sentences arbitrales qui ont également majoré le taux des allocations pour certaines catégories professionnelles.

Il s'ensuit actuellement une grande diversité dans les barèmes appliqués suivant les régions et les professions, alors qu'antérieurement il existait dans les barèmes réglementaires une certaine uniformité dans chaque région pour toutes les professions.

Les différences qu'on constate actuellement et qui sont parfois très sensibles d'une région à l'autre, et même dans une même région, d'une profession à l'autre, ne sont pas sans motiver des réclamations légitimes de la part des catégories professionnelles les moins favorisées, soit, ici, parce que les caisses de compensation n'ont pas encore relevé, ou relevé que de peu, les barèmes antérieurs, soit, là, parce que nul arbitrage n'est intervenu ou parce que les arbitrages intervenus, d'ailleurs limités professionnellement, n'ont décidé aucun relèvement des allocations.

LA CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS CHRÉTIENS

demeure comme une force grandissante, soucieuse du progrès humain, individuel et familial, sainement entendu ;

préoccupée d'organiser les activités professionnelles et la vie économique dans un esprit de collaboration ;

capable, par là même, de s'opposer efficacement aux excès du socialisme révolutionnaire.

M. Gaston TESSIER est élu membre du conseil supérieur du Travail

Le Journal Officiel du 9 juin vient de publier les résultats des élections des représentants des syndicats ouvriers au Conseil supérieur du Travail.

Les syndicats chrétiens, partout où ils ont présenté des candidats, ont recueilli des chiffres de voix importants. (Ceux recueillis par les syndicats indépendants sont proprement ridicules.)

Pour les groupes 20 et 21 (employés), M. Gaston Tessier a été brillamment élu avec 8.640 voix. M. Marcel Poimboeuf, son colistier, est en ballottage avec 7.300 voix.

Les élections au Conseil supérieur du travail

La discipline de nos syndicats affiliés nous a permis d'enregistrer des avantages dont, quels que soient les chiffres obtenus par la C.G.T., nous ne sous-estimons l'importance, c'est pourquoi les faits nous permettent d'affirmer qu'il existe dans notre pays deux organisations représentatives des travailleurs : la C.G.T. et la C.F.T.C.

Si certaines passions partisans ne faussaient le jugement de certains travailleurs retenus au sein d'organisations aux noms baroques, ils comprendraient l'enseignement des faits et au lieu d'affaiblir nos organisations par leur dissidence, nous aideraient à travailler à l'avènement du mieux-être de la classe ouvrière par le respect de sa dignité dans l'indépendance de son action à l'égard du patronat et des partis politiques.

Les chiffres ci-dessous montrent éloquentement la progression continue de nos effectifs en dépit des oppositions des uns, des incompréhensions et du parti-pris des autres :

Pour le Groupe XII-XIII métallurgie, les candidats obtenaient respectivement au cours des années passées :

	1927
C.G.T. :	
DEVERNY	1.376 voix.
DHONT	1.340 »
C.F.T.C. :	
Charlem. BROUTIN..	263 »
Jean PERES	233 »

	1930
C.G.T. :	
DEVERNY	1.257 »
DHONT	1.257 »
C.F.T.C. :	
Charlem. BROUTIN..	343 »
Jean PERES	343 »

	1933
C.G.T. :	
DEVERNY	1.696 »
DHONT	1.668 »
C.F.T.C. :	
Charlem. BROUTIN..	451 »
Jean PERES	424 »

	1937
C.G.T. :	
RAMBERT	15.425 »
DHONT	15.400 »
C.F.T.C. :	
Jean PERES	1.838 »
Charlem. BROUTIN..	1.699 »

Les chiffres ci-dessus se suffisent à eux-mêmes et si certains prétendent que nous nous contentons de peu, nous répondons : « Notre sou- » ci est de servir la classe ouvrière et non point de nous servir d'elle et de ses légitimes revendications pour l'asservir à un matérialisme dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'il sera incapable de l'aider à sortir de sa condition. » Nous poursuivons donc méthodiquement notre action avec courage et confiance, certains de servir les intérêts, de la justice, de la paix sociale.

Loisirs et Vacances

Nous recevons de Saint-Julien-de-Ratz (Isère), localité proche de Grenoble, une communication susceptible d'intéresser nos camarades.

Le Repos des Travailleurs. Maison Henri Bazire, située à 700 mètres d'altitude jouit d'un point de vue unique dans le Massif de la Chartreuse. Le Repos des Travailleurs est un ancien château aménagé par l'A.C.J.F. pour y recevoir les hommes et jeunes gens à partir de 16 ans, au prix de 18 à 25 fr. par jour selon les chambres. Les syndiqués chrétiens sont assurés d'y recevoir un accueil particulièrement chaleureux. La Direction de la Maison est confiée à une ancienne secrétaire départementale des Syndicats de l'Isère, M^{lle} Bertholon. Pour tous renseignements adresser la correspondance à : Maison Henri Bazire, Saint-Julien-de-Ratz (Isère), téléphone 2.

Le Syndicat est ton appui ne le boude pas

FIN DE JOURNÉE...

(Suite de la 1^{re} page.)

Ils succubèrent.

Ils avaient acquis le droit au repos. Enfin.

Et d'autres, leurs disciples les remplacèrent.

La tâche était à peine moins facile.

Ils eurent pourtant le même courage que ceux qui n'étaient plus.

Et les syndicats chrétiens ne sont pas morts.

Et la galère n'a pas fait naufrage.

Et ceux-là qui la montaient sont tout de même arrivés au port.

C'étaient les mauvais apôtres.

Les défaits.

Les alitrans pessimistes qui avaient tort.

Aujourd'hui, les syndicats chrétiens ont cinquante ans.

Cinquante ans !

Fais le compte, mon frère ouvrier, de ce qu'il a fallu de volonté et de bonne volonté, de courage et de foi.

Malgré tout !

Pour que tu fêles maintenant ces cinquante ans d'une admirable tâche.

Fais le compte.

Et tu verras que les syndicats chrétiens ont maintenant des bases trop profondes.

Un trop grand passé pour mourir.

Et si ceux qui commencèrent, qui eurent l'étonnant mérite du commencement n'avaient pas malgré tout la conviction que leurs efforts avaient un sens si grand, si réel, si fécond.

Si ceux qui commencèrent doutèrent parfois.

Car le doute est humain.

Si ceux qui commencèrent eurent certains jours, la pénible impression qu'ils travaillaient à vide, et que peut-être leur œuvre mourrait avec leur mort.

Toi qui sais qu'ils ont vécu cinquante ans.

Malgré tout.

Toi dont la route, si rude qu'elle soit, est tout de même déblayée.

Tu peux le dire en cette période d'apothéose.

Plus tard.

Quand peut-être je ne serai plus.

Qua d ans doute je ne serai plus.

« Ils » vivront par mes fils.

« Ils » continueront leur tâche apaisante et chrétienne.

Et d'autres,

Mes fils et peut-être les fils de mes

fils.

A leur tour, comme aujourd'hui, nous vivons l'année du cinquantenaire, fêteront dans une joie renouvelée, le centenaire des syndicats chrétiens.

Le Compagnon.

Syndiqués Chrétiens, nos frères malheureux du Pays Basque font appel à notre solidarité

Nous avons reçu la visite des délégués d'une importante Fédération syndicale catholique de Biscaye, « La Solidarité des Travailleurs Basques », qui compte près de 50.000 membres et qui se trouve aujourd'hui dans la nécessité d'organiser l'évacuation de plusieurs milliers de femmes et d'enfants de Bilbao appartenant aux familles de ses adhérents.

Nos camarades ont fait un émouvant appel à notre esprit de solidarité et de fraternité chrétiennes pour que nous leur apportions notre concours dans cette douloureuse circonstance.

Ils souhaiteraient que nos groupements puissent leur procurer, le plus rapidement possible, des locaux pour loger les émigrés et le matériel nécessaire à l'existence de ceux-ci. Ils désireraient connaître des familles disposées à recevoir les enfants de syndiqués chrétiens basques.

Nous ne pouvons mieux faire que de communiquer ces renseignements à nos Unions départementales, en leur demandant d'examiner dans quelle mesure elles pourraient collaborer avec les Comités d'accueil qui se constituent, le plus souvent avec le concours des conférences de Saint-Vincent de Paul, sous l'égide de personnalités catholiques françaises. Un élément du problème ne doit pas nous laisser indifférents : la nécessité d'éviter que les familles catholiques basques puissent être accaparées par des éléments de telle ou telle tendance, aux principes diamétralement opposés.

La Vie Fédérale et Syndicale

RHONE

LYON

L'Assemblée générale du Syndicat de la Métallurgie avait réuni de très nombreux adhérents, le rapport du Secrétaire fut suivi d'une longue discussion, et les vœux suivants émis et approuvés à l'unanimité :

1° Considérant l'anarchie du monde du travail, les adhérents du Syndicat de la Métallurgie s'élèvent contre la non observation du contrat collectif et particulièrement contre les atteintes portées à la liberté syndicale ;

2° S'opposent énergiquement au monopole indirect de certains projets de lois relatifs à l'embauchage et au débauchage ;

3° Examinant la situation précaire des jeunes travailleurs, demandant qu'un minimum d'apprentissage soit obligatoire pour permettre à la classe ouvrière future de gagner dignement sa vie ;

4° Réclament pour les jeunes de moins de 18 ans, ainsi que pour les anciens travailleurs, des jours de vacances supplémentaires. »

Le Secrétaire tint à ajouter quelques mots stigmatisant le sectarisme de certains délégués qui parlent de fraternité et qui se déclarent par ailleurs incapables de réprimer les brimades de leurs adhérents contre les ouvriers non adhérents à leur organisation.

Et le Secrétaire ajoute : « Camarades, votre énergie nous gardera la liberté, sans laquelle la démocratie syndicale ne peut exister. »

LOIRE

SAINT-ETIENNE

Dans le « Réveil Social de la Loire », nous relevons le compte rendu de l'activité d'un certain nombre de Sections d'entreprises, chez Bedel, au cours d'une réunion, le camarade Deck donne d'intéressantes précisions sur la marche ascendante de la section, partis de 5, dit-il, nous sommes actuellement 166, et notre nombre s'accroît de jour en jour, en conséquence nos camarades ont dû procéder à l'élection de nouveaux délégués syndicaux pour l'accomplissement de la tâche grandissante.

Aux usines Barrouin le recrutement a été organisé afin de pouvoir bientôt être représenté dans les discussions avec la Direction.

CHER

BOURGES

Nos camarades viennent de signer avec la Direction des usines de la forge d'Ivoy-le-Pré une convention collective qui atteste le développement de leur organisation dans une région où jusque là le syndicalisme n'avait pas pénétré.

ISERE

VIENNE

Nous avons appris avec plaisir la constitution du « Syndicat des Travailleurs de la Métallurgie, de l'Automobile, de la Construction mécanique, Electrique et Professions connexes » dont le siège a été fixé : 5, rue de Penthèvre, à Poitiers.

Depuis plus d'un an nos camarades de la Vienne s'étaient réunis amicalement en petites réunions où les intérêts de leurs professions étaient examinés, lorsque devant des desiderata précis, la nécessité d'un syndicat adhérent à la C.F.T.C. apparut. Au cours d'une réunion tenue le 14 mars, les statuts furent adoptés, et le premier bureau élu comme suit :

Président : Henri DELAYRE ;
Secrétaire : Georges DHAY ;
Trésorier : Louis BRUNET.

Quel était le but de ce syndicat ? Diviser les ouvriers ? Jamais. Lutte de classe ? Encore moins ! Mais bien servir avec justice, dans l'ordre et dans le travail, les intérêts de ceux qu'il groupe. Et à peine fondé, le bureau établissait un programme dont nous reparlerons.

Camarades de la Vienne, faites lire ces lignes autour de vous et répondez à l'appel qui vous est lancé... venez grossir nos rangs !

SEINE-et-MARNE

MELUN

Un conflit vient d'avoir lieu dans l'importante usine de la Compagnie Nationale des Radiateurs, située à Dammarie-les-Lys, par suite d'une baisse de travail. La Direction a décidé de licencier un certain nombre d'ouvriers ; aussitôt, effervescence et les spécialistes des mouvements de grèves, passablement entraînés depuis un an, ont, sans plus et au mépris de toutes les conventions et de toutes les signatures données, déclenché un mouvement, lequel a eu pour résultat de priver près d'un millier de personnes de leurs salaires et sans aucune contre-partie, et dire que certains dénoncent cela de l'action professionnelle ! Quant à nous, nous pensons que le peu de crédit et l'autorité qui sont concédés aux organisations syndicales s'amindrissent avec de telles méthodes et causent aux ouvriers un préjudice matériel et moral dont pâtissent et pâtiront dans l'avenir leurs légitimes intérêts. Déjà la baisse de salaires est en perspective, la Direction ayant indiqué qu'elle appliquerait dans ses ateliers le contrat collectif en vigueur dans le département, lequel ne contient pas les avantages jusqu'à la octroyés par cette dernière à son personnel. Si donc, les meneurs incitent de nouveau leurs troupes à la grève, c'est le cercle infernal et, hélas ! la misère pour nos malheureux foyers ouvriers.

INDRE-et-LOIRE

TOURS

Ordre du Jour

Les membres du Syndicat de la Métallurgie, section C.I.M.T., réunis en grand nombre en Assemblée générale le 28 mai 1937, au siège social du Syndicat, 27, rue Jules-Simon, après avoir entendu l'exposé du camarade CANARD, président du Syndicat, sur la grève déclenchée le matin même par la Section du Syndicat des métaux C.G.T.

Prennent acte des revendications posées par nos camarades unifiés, c'est-à-dire :

1° Augmentation du taux de l'heure de 35 centimes ;

2° Amélioration des temps pour les bons à la prime ;

3° Amélioration dans l'aménagement des locaux.

Mais désapprouvent d'avoir recouru à la grève pour faire aboutir les dites revendications.

Approuvent les directives données par notre camarade Canard, en cas de nouveaux conflits.

A cette même séance le renouvellement du bureau est voté à l'unanimité avec les modifications comme suit :

LACHAISE devient Président ;

CANARD devient Secrétaire général ;

CARROI devient Secrétaire adjoint en remplacement de DUBOIS.

La réunion se termine par un exposé du Camarade LACHAISE, très intéressant par sa documentation.

M. OUDIN, Président de l'Union Départementale, a approuvé et renforcé par quelques paroles d'encouragement l'exposé du camarade CANARD.

Le Secrétaire général :

CANARD.

FINISTÈRE

QUIMPER

Le Comité syndical porte à la connaissance de ses adhérents qu'une bibliothèque est à leur disposition le mercredi de chaque semaine, des livres techniques et pratiques propres à venir en aide pour l'exécution de leurs travaux professionnels aux diverses catégories d'ouvriers ; des livres de vulgarisation sur l'aviation, l'automobile, les navires, etc... Le service de cette bibliothèque correspond depuis nos amis à un des buts poursuivis de tout temps par la C.F.T.C. : perfectionner la valeur professionnelle de ses membres et leur procurer des moments agréables par des lectures bien choisies.

SARTHE

Sainte-JAMME-s/-SARTHE

Après plusieurs interventions, tant de la C.G.T. que de la part de nos camarades, ces derniers, après une nouvelle démarche, viennent d'obtenir de la Direction des usines de leur localité une augmentation horaire pour deux femmes sans soutien qui, depuis longtemps ne travaillaient que 27 heures par semaine (une est adhérente à la C.G.T. et l'autre à la C.F.T.C.). Elles auront donc maintenant un gain portant sur 32 heures de travail hebdomadaire, avec un salaire de 2 fr. 85 de l'heure, le montant qu'elles toucheront en fin de quinzaine sera nettement inférieur au minimum vital : celles-ci étant seules, il serait équitable qu'elles soient avantagées au détriment d'autres personnes dont le mari travaille de son côté.

D'autre part, nos camarades protestent contre la répartition arbitraire des augmentations de vie chère, c'est ainsi que les salaires de 3 fr. de l'heure n'ont été majorés que de 0 fr. 25, alors que les salaires supérieurs ont reçu 0 fr. 35.

En ce qui concerne l'apprentissage, certaines améliorations seraient à apporter au régime actuellement en vigueur.

Sur un autre plan, nous soulignons avec joie l'opportunité et l'énergie de leur action pour la défense de la liberté syndicale. Voici les faits : un adhérent de nos organisations avait été promu au grade de chef d'équipe, les camarades cégétistes, qui traitent de fascistes tous ceux qui n'ont pas le bonheur de partager leur manière de comprendre la liberté à sens unique, émettaient la prétention d'interdire à notre camarade d'exercer le commandement qui lui était confié par la Direction, les responsables de nos organisations outrés de telles méthodes qui relèvent des pays fascistes, nazistes, également en honneur chez les moujiks d'un pays dont on nous vante, à longueur de colonnes, les réalisations matérielles, mais, chose curieuse, tous ces admirateurs-là préfèrent encore le sol de notre Patrie, en tout état de cause les syndiqués chrétiens de Sainte-Jamme n'ont pas accepté qu'on leur impose ces méthodes d'exportation, énergiquement ils ont pris position et tout est rentré dans l'ordre. La France est un pays libre et ses habitants, dont nous sommes, entendent le rester.

PARIS

L'activité du syndicat ouvrier de la métallurgie tend à se multiplier de plus en plus ; c'est ainsi qu'à l'occasion des événements d'Espagne, certaines de ses sections d'entreprises ont dû répon-

dre à certaines sollicitations des cellules syndicalo-communistes qui tentaient de les entraîner dans une action étrangère à nos méthodes syndicales. A titre d'information, nous publions la lettre du 15^e Rayon de la cellule Sautter-Harle :

Au Syndicat des ouvriers chrétiens (Sautter-Harle)
Chers camarades,

L'Espagne est depuis un an le théâtre d'une guerre effroyable. Des événements sanglants viennent d'endeuiller la paisible population de Bilbao.

Des avions ont semé la ruine dans des foyers de Guernica, dont les habitants sont en majorité catholiques.

Des enfants, des femmes, des vieillards de toutes opinions, des prêtres coupables de rester attachés à leurs traditions séculaires ont été lâchement assassinés. Cet effroyable attentat a soulevé d'horreur, non seulement notre peuple généreux, mais le monde entier et le chanoine de Valladolid a lancé au monde un poignant appel.

Tout un pays souffre de la faim, du froid, n'a plus de toit. Il faut le sauver de cette détresse, il faut se hâter avant que le nombre des victimes n'augmente. Déjà, un grand courant de solidarité est né. Des travailleurs s'apprêtent à accueillir les réfugiés du pays basque : les enfants de Bilbao.

Un comité d'entraide est actuellement en formation, groupant des personnalités de toute tendance. Nous pensons qu'il serait utile de coordonner ces efforts par la création dans notre usine d'un comité semblable.

C'est pourquoi nous vous demandons de bien vouloir envoyer une délégation de trois membres à la réunion consécutive qui aura lieu vendredi 21 mai 1937, salle de la Bonne Marmite à 17 h. 45.

Comptant sur votre présence et votre collaboration,

Recevez, chers camarades, nos fraternelles salutations.

Signé : Cellule Sautter-Harle,
15^e Rayon, Paris-Ville.

(faucille et marteau entrelacés)

Tout en ne voulant pas épiloguer sur le contenu de cette lettre, sa seule signature est suffisante pour justifier les réserves que fèrent nos amis en adressant la réponse suivante :

C. F. T. C.

SYNDICAT OUVRIER DE LA MÉTALLURGIE

ET PARTIES SIMILAIRES

5, rue Cadet, Paris (IX^e)

Paris, le 19 mai 1937.

Les syndiqués chrétiens,

A leurs camarades cégétistes.

Chers camarades,

Nous avons pris connaissance de votre lettre du 14 courant avec toute l'attention qu'elle mérite.

Nous déplorons, tout comme

vous, les tragiques événements dont l'Espagne est le théâtre, et nous ne pouvons que nous incliner devant les nombreuses victimes innocentes qui sont tombées, en souhaitant ardemment que cette lutte fratricide prenne fin le plus tôt possible.

En tant que syndiqués sur le terrain de la profession, nous ne pouvons nous immiscer dans cette douloureuse situation, mais c'est de tout cœur que tous nos amis, dans les œuvres auxquelles ils peuvent s'intéresser, répondent ou répondront à l'appel qui leur est fait en faveur des veuves et des orphelins, sans distinction de parti, car la charité n'a pas de couleur.

Toutefois, nous laissons parfaitement libres nos amis de s'intéresser individuellement à telle ou telle souscription, faite d'un cœur généreux dans le seul but d'apporter quelque soulagement à toute infortune pouvant se faire jour. Tout en nous louant de l'esprit charitable qui vous anime, nous vous prions de croire que notre refus de participer à votre Comité n'est suscité que par notre souci légitime de respecter la liberté d'action de nos amis dans un domaine qui n'est pas celui du Syndicalisme.

Persuadés que notre non-participation ne peut en rien refroidir les sentiments très cordiaux qui doivent être nôtres à l'atelier, nous vous prions d'agréer, chers camarades, avec nos salutations syndicalistes, nos sentiments les plus fraternels.

Signé : Le Bureau.

Nous n'avons rien à ajouter à cette lettre. Elle situe exactement quelle est notre position et, si certains événements nous sont l'occasion de gestes charitables, nous les faisons délibérément sans vouloir pour autant nous en servir comme réclame tapageuse.

Conventions collectives :

A propos de la reconduction de celles-ci, une correspondance a été échangée avec le Président du Conseil d'une part et le ministre du Travail de l'autre, pour protester contre l'ostracisme dont était victime le syndicat de la Métallurgie signataire de la convention collective.

A propos des récupérations, nous précisons également notre point de vue ; nous protestons contre les méthodes employées par certaines directions qui veulent imposer la récupération des fêtes légales, alors que depuis fort longtemps cette pratique n'était plus observée et, en effet, d'autre part le chômage étant loin d'être résorbé, nous demandons que dans toute la mesure du possible on fasse appel pour les besoins de main-d'œuvre aux sans-travail, qu'en tous les cas la majoration de toute heure faite, en dehors de l'horaire habituel soit d'un pourcentage tel que le prix ainsi payé fasse obstacle à cette pratique.

Jean GERSTEL.

Les loisirs familiaux et les quarante heures

LE DÉBAT EST OUVERT...

Dans le dernier numéro de l'Ouvrier Métallurgiste, notre collaborateur Francisque R. posait devant nos lecteurs, le problème nouveau des loisirs familiaux, et sollicitait en conclusion l'avis de nos camarades sur le sujet.

Mon appel a été entendu et nous recevons de notre camarade Jean Gausset, de Villeneuve-le-Roi, la lettre suivante qui nous paraît manquante, au coin du plus élémentaire bon sens.

Mais son avis, pour excellent qu'il soit, ne doit pas être unique. Le point de vue peut être envisagé sous un autre angle. Que nos camarades suivent le louable exemple de Jean Gausset et nous envoient à leur tour leurs suggestions.

Ce sera très volontiers que nous les publierons en nos colonnes.

Monsieur,

Dans l'Ouvrier Métallurgiste, n° 15, de Mai 1937, vous avez fait paraître un article « De quelques problèmes que pose l'application de la semaine de quarante heures », or dans cet article il est fait une place aux loisirs familiaux où la fréquentation scolaire y a une grande place.

Certes à première vue il semble-t-il logique que les enfants aient leur samedi toute la journée et qu'on leur supprime le jeudi, cela serait très agréable pour les promenades éloignées, ayant deux journées entières, et cela paraîtrait être agréable aux instituteurs.

Mais il ne faut pas être égoïstes, et les vies des médecins, des pédagogues doivent primer sur l'inconscience de certains parents et je suis sûr, tant pis pour les promenades de ne le jeudi en entier comme jour de repos pour les écoliers et même pour les étudiants des études supérieures ; la santé, le repos de l'esprit doivent avoir la priorité sur les loisirs, temps pour les promenades de deux jours qui, entre parenthèse sont plutôt rares, rapport aux dépenses qu'entraînent de longs déplacements, ce ne serait donc qu'une fois par hasard que la chose se présenterait, ce qui fait que l'avantage serait illusoire et par contre les inconvénients nombreux et d'importance, la ménagère par exemple, pourrait en être la fâcheuse conséquence et cela doit donner à réfléchir à un père, à une mère qui aiment leurs enfants, et puis pour certains parents qui ont

des occupations familiales les enfants peuvent être une gêne.

Je suis donc d'avis de maintenir le « statu quo », c'est-à-dire la semaine scolaire coupée en deux par le repos du jeudi dont la matinée pourrait continuer à être réservée aux études confessionnelles, catéchisme, études qui n'ont rien de fastidieux et qui ne peuvent avoir les conséquences fâcheuses de celles de l'école. Il m'a été question de donner le samedi après-midi aux élèves des écoles primaires supérieures et d'occuper cet après-midi à des excursions, des promenades scientifiques ou artistiques, cela paraît être mieux s'il n'avait le défaut d'être illusoire, ce ne serait qu'un prétexte de donner l'après-midi de libre aux professeurs car les promenades scientifiques (visite d'usines) étant données les quarante heures ne peuvent avoir lieu, les établissements qu'il serait utile de visiter étant fermés, ou tout au moins à l'arrêt, ce qui retire tout intérêt à la visite.

A mon avis, ces visites devraient être réparties dans la semaine et occuper les heures de cours dont relève la visite, le professeur de ce cours devant accompagner ses élèves à cette visite et leur donner les compléments de renseignements et de description que l'on donne lorsqu'on fait de pareilles visites. Exemple : Visite de la Manufacture de Sèvres (dont les ateliers sont fermés le samedi).

Quant au repos des instituteurs et des professeurs, ils ont outre les dimanches et fêtes légales, les jeudis séparés il est vrai du dimanche, mais par contre ils profitent des vacances du jour de l'an, environ 8 jours, de Pâques, 11 jours pour l'enseignement primaire et 15 jours pour le primaire supérieur et le secondaire (2^e degré), la Pentecôte, le 11 juillet et surtout deux mois de vacances payées, ce qui vaut bien la peine de renoncer à deux jours de suite de repos par semaine.

C'est en père de famille que je vous donne mon avis, donc repcs le jeudi en entier et le dimanche, et promenades ou excursions scientifiques échelonnées dans la semaine.

Croyez à mon entier dévouement.

J. GAUSSET,

Tourneur,

Président de la section Gillet de Montrouge (Seine).

Le Cinquantenaire du Syndicalisme Chrétien

Le Cardinal Pacelli écrit au Président de la C. F. T. C.

(Suite de la 1^{re} page.)

Les tendances de pareils groupements d'inspiration matérialiste sont aussi hostiles à l'Eglise qu'à l'ordre social. Ils ne conservent d'ailleurs le plus souvent du Syndicat professionnel que le nom, pour s'adonner avant tout à leurs entreprises politiques et antireligieuses. Or, on n'arrachera les ouvriers à d'aussi périlleux attraits qu'en leur offrant des associations rigoureusement professionnelles, celles-là, établies et régies selon les principes de la foi et de la morale chrétiennes, animées d'esprit évangélique et d'un sincère amour de concorde et de conciliation. N'est-ce pas précisément la formule libératrice du Syndicat chrétien qui apparaît plus que jamais pour préparer l'avènement d'un ordre corporatif pleinement satisfaisant, le meilleur moyen de résoudre actuellement la question sociale ?

Cette formule, ce programme, la Confédération française des travailleurs chrétiens en particulier peut aujourd'hui se rendre le témoignage d'y avoir été fidèle. L'épiscopat français s'est, plus d'une fois et en des termes non équivoques, porté garant du bon esprit qui inspire les Syndicats chrétiens. Rien ne pouvait d'ailleurs consoler le cœur du Saint-Père, qui saisit avec joie cette heureuse occasion pour vous renouveler ses bienveillants compliments et ses ferventes exhortations. Il encourage tout spécialement les méritantes initiatives de la Confédération française des travailleurs chrétiens, en vue de renforcer toujours davantage l'éducation sociale et religieuse des ouvriers et employés dans les cercles d'études, les Semaines syndicales, les Secrétariats sociaux, l'Ecole normale ouvrière, l'Action populaire et surtout les exercices spirituels. C'est en faisant de si consolantes constatations et de si pressantes sollicitations que le Saint-Père envoie de

tout cœur à la Confédération française des travailleurs chrétiens, pour la digne et fructueuse célébration de son jubilé, la bénédiction apostolique.

Très honoré de m'acquiescer auprès de vous d'une si haute et réconfortante mission, je me permets de vous adresser mes félicitations et mes vœux les meilleurs, en vous priant d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mon religieux dévouement en Notre-Seigneur.

E. cardinal PACELLI,

Secrétaire d'Etat.

AGENTS DE MAITRISE

Le Syndicat Général des Agents de Maîtrise de la Métallurgie, affilié à notre Fédération, demande aux Syndicats Ouvriers de nos Industries des Métaux de faire connaître la création de leur organisation à tous les chefs sympathisants.

A ce sujet il rappelle l'intérêt des Agents de Maîtrise de se grouper dans une organisation qui leur est particulièrement et efficacement ils pourront contribuer à l'organisation de leur catégorie professionnelle et défendre directement leurs intérêts ; ils ont qualité d'ailleurs pour cette action, sans pour cela passer par le truchement des Syndicats d'Employés ou d'Ouvriers.

Le syndicat parisien compte déjà un nombre important d'adhérents qui jusque là épars au travers de nos divers Syndicats n'avaient pu trouver de moyens d'expression qui reflètent leurs préoccupations.

Au renouvellement des conventions, le Syndicat des Agents de Maîtrise prendra place parmi la délégation syndicale chrétienne sans affaiblir en aucune façon l'autorité de celle-ci.

Notre journal ne paraîtra pas en JUILLET et AOUT, en compensation et pour permettre à tous nos camarades d'avoir un compte rendu complet de la manifestation organisée à l'occasion du CINQUANTAIRE du Syndicalisme Chrétien, nous adresserons à nos Syndicats en remplacement de "L'Ouvrier Métallurgiste" de Juillet le numéro spécial de SYNDICALISME que publiera la C.F.T.C. sur les journées des 26 et 27 Juin.

L'attribution des subventions du fonds national de chômage

Les modalités d'application

Un Décret paru au Journal Officiel du 20 avril dernier, précise les conditions d'attribution des subventions au titre du fonds national de chômage.

En voici les modalités d'application :

Article premier. — Par dérogation aux dispositions du décret du 28 décembre 1926, modifié, et jusqu'au 30 juin 1937, le ministre du travail pourra admettre au bénéfice de la subvention de l'Etat, dans les conditions ci-après, les avantages accordés par les fonds de chômage aux chômeurs qui y sont régulièrement inscrits, auxquels il n'a pas été possible de procurer un emploi dans la commune et qui accepteront un emploi offert par l'office public de placement compétent pour la région, dans une localité située à plus de 25 kilomètres de leur lieu de résidence.

Art. 2. — Les chômeurs ne pourront obtenir les avantages prévus par le présent décret que s'ils appartiennent à des professions qui sont énumérées dans le règlement visé à l'article 7 et qui ne pourront comprendre les professions dans lesquelles il y a un chômage saisonnier.

Art. 3. — Seuls pourront bénéficier de ces avantages les chômeurs qui auront un contrat de travail de six mois, visé par l'office public de placement compétent pour la commune dans laquelle ils étaient secourus.

Art. 4. — Les demandes présentées par les chômeurs, en vue d'obtenir la bénéfice des dispositions du présent décret seront examinées par la

commission de contrôle du fonds de chômage de leur commune.

Art. 5. — Les avantages visés à l'article 1^{er} pourront consister :

1° En un bon de transport gratuit pour le chômeur lui-même. Ce bon lui sera remis au départ ;

2° En des allocations complémentaires visées à l'article 6 ci-après.

Art. 6. — Les allocations complémentaires prévues à l'article 5, paragraphe 2, pourront comprendre :

1° Une somme égale au montant des allocations que le chômeur aurait perçues, pendant un mois, pour lui-même, du fonds de chômage qui le secourait, à l'exclusion des majorations qu'il aurait reçues pour les membres de sa famille. Cette somme sera remise à l'intéressé à son arrivée dans la commune où l'emploi lui aura été procuré ;

2° Une somme égale au montant des majorations que le chômeur aurait perçues, pendant deux mois, du fonds de chômage qui le secourait, pour les membres de sa famille. Cette somme sera versée à la personne qui remplacera, en fait, le chef de ménage. Elle sera payée selon la même périodicité que l'était antérieurement l'allocation que recevait le chômeur. Toutefois, dans le cas où, pendant cette durée de deux mois, la famille irait rejoindre le chômeur, la partie de la somme visée au présent alinéa et qui n'aurait pas été versée lors du départ de la famille, serait remise intégralement au chômeur remplacé lors de l'arrivée de la famille dans la commune où il a été placé ; (Lire la suite en 4^e page.)

Enquête sur l'extension aux ouvriers à domicile de la réglementation du travail

QUESTION PRELABLE.

Ne vous semble-t-il pas qu'il y aurait lieu de distinguer, aussi nettement que possible, le cas des ouvriers des ateliers familiaux de celui des ouvriers à domicile proprement dit ? Dans l'affirmative, quelle définition proposeriez-vous pour distinguer les uns des autres ?

a) Il faut distinguer nettement le cas des ouvriers des ateliers familiaux de celui des ouvriers à domicile proprement dits.

b) A l'article 2 du Livre II du Code du Travail, nous trouvons une définition de l'établissement familial : c'est celui où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Pour éviter toute équivoque et pour donner à l'atelier familial sa vraie signification, nous proposons la définition suivante :

L'atelier familial, c'est celui qui, placé sous l'autorité du chef légal de la famille, ne comprend, comme employés, que le conjoint et les descendants.

QUESTION DE PRINCIPE.

Conviendrait-il que les ouvriers à domicile bénéficient des mesures de protection et de réglementation du travail analogues à celles prises au profit des ouvriers qui travaillent en atelier ?

Les ouvriers des ateliers familiaux devraient-ils bénéficier des mêmes mesures ?

a) Les ouvriers à domicile doivent bénéficier de toute la réglementation du travail applicable aux ouvriers travaillant en atelier.

b) Le législateur devrait étendre le bénéfice de la réglementation au travail aux ouvriers des ateliers familiaux.

Cependant, pour éviter toute fausse interprétation de notre pensée, nous précisons que cet accord de principe est subordonné à l'établissement d'un contrôle spécial qui doit s'exercer de manière à ce qu'aucune atteinte ne soit portée à la liberté du chef de famille et, indirectement, à la famille elle-même, véritable cellule de notre société dont elle constitue la base fondamentale.

Nous devons ajouter que ce contrôle ne serait pas d'une efficacité toujours égale suivant les points sur lesquels il porterait et que nous allons examiner en répondant aux autres questions posées. Il rendrait, néanmoins, d'utiles services et contribuerait, sans nul doute, à assurer le respect de la nouvelle réglementation dans presque tous les cas.

ASSURANCES SOCIALES.

a) Aucune observation sur l'application aux ouvriers à domicile de la législation des assurances sociales.

b) Nous posons, comme principe, que l'application de la législation sur les assurances sociales doit être étendue, effectivement, aux ouvriers des ateliers familiaux.

Un contrôle doit donc s'exercer. Il devrait être automatiquement assuré par l'obligation, faite à l'employeur, d'effectuer le précompte pour chacun des ouvriers. Il appartiendrait ainsi, à l'employeur, de demander tous renseignements utiles au chef dudit atelier qui devrait lui fournir, en livrant le « travail » effectué, un bordereau indiquant la part de la rémunération totale attribuée à chacun des membres de la famille ; l'employeur serait tenu de faire l'imputation des cotisations de chacun des ouvriers de l'atelier familial, en se basant sur cette répartition.

L'observation de ces règles en entraînerait l'immatriculation du conjoint, des enfants de plus de seize ans, et, très souvent, du chef de l'atelier familial lui-même.

Il est vrai que le contrôle exercé par l'employeur porterait uniquement sur les déclarations du chef de l'atelier ; mais sa connaissance du métier et, par conséquent, du temps nécessaire à exécuter certains travaux, rendrait ce contrôle sinon parfait, du moins très satisfaisant.

Le service des assurances sociales ayant, d'autre part, un droit de regard sur la comptabilité A.S. de l'employeur, il est certain que ce dernier et le chef de l'atelier familial se conformeraient, presque toujours, aux prescriptions légales.

Il y aurait des exceptions. Mais elles ne feraient que confirmer la règle et ne devraient, en aucun cas, entraîner des mesures rigoureuses de contrôle mettant en jeu l'autorité même du chef de famille et, par voie de conséquence, la famille elle-même, comme nous l'avons dit en répondant à la question de principe.

ALLOCATIONS FAMILIALES.

a) Précisons que nous n'envisageons, ici, que le cas des travailleurs à domicile liés, à leurs employeurs, par un contrat de travail ou de louage de services.

La législation des allocations familiales doit leur être appliquée ; du reste, cette obligation résulte de la loi du 11 mars 1932, ainsi que l'a précisé M. le ministre du Travail dans la circulaire qu'il a adressée, le 19 janvier 1937 à MM. les Présidents des Caisses de Compensation d'allocations familiales.

b) Elle doit s'appliquer également aux ouvriers des ateliers familiaux, le contrôle s'exerçant sur les mêmes bases que celles indi-

quées ci-dessus à propos des assurances sociales :

Le chef de l'atelier familial indiquerait, à l'employeur, le temps passé par chacun des ouvriers à l'exécution du travail confié.

CONGÉS PAYÉS.

Les ouvriers à domicile devraient bénéficier de la législation sur les congés payés ; si la loi du 20 juin 1936 ne l'indique pas expressément, elle ne comporte, cependant, aucune disposition qui permette de les éliminer.

Quoi qu'il en soit, pour éviter toute équivoque, il serait souhaitable qu'un décret intervint pour préciser que le principe de la loi est applicable aux salariés travaillant à domicile et pour fixer les modalités d'application à ces travailleurs.

Les conditions de ce congé ne peuvent pas être les mêmes que pour les ouvriers travaillant en atelier.

Par exemple, en ce qui concerne l'ouverture du droit au congé, la notion de « services continus » ne saurait être retenue, car des ouvriers à domicile peuvent travailler toute l'année pour différents employeurs sans, néanmoins, satisfaire (vis-à-vis de chacun d'eux) à cette première condition de « services continus » pendant une durée minimum de six mois.

Nous proposons donc que tout employeur utilisant les services de travailleurs à domicile soit tenu de s'affilier à une Caisse de Compensation spéciale comme il en existe pour le bâtiment.

Le processus suivi dans cette dernière profession, pour la détermination de la durée du congé, pourra également être observé ; 1.600 heures de travail donneraient droit à 12 jours de congé et 800 heures à 6 jours.

Quant à la rémunération due pour ce congé, elle devrait être égale à autant d'indemnités journalières qu'il y aurait de journées de congé.

Pour la détermination de l'indemnité journalière, nous proposons qu'elle soit au moins égale au salaire minimum prévu à l'article 33 d, du Livre I du Code du Travail.

En ce qui concerne les ouvriers des ateliers familiaux, les mêmes dispositions doivent leur être appliquées, le contrôle du temps de travail étant assuré, d'après les modalités expliquées à propos des assurances sociales et des allocations familiales.

CARNET DE TRAVAIL.

La nécessité de déterminer le temps de travail qui doit servir de base aux allocations familiales et aux congés payés, entraîne l'obligation de fournir, le cas échéant, toutes justifications aux Caisses de Compensation.

Il apparaît donc indispensable que tout travailleur à domicile ait un carnet de travail sur lequel seraient portées les indications sommaires faisant ressortir le temps pendant lequel le travailleur a été occupé par telle maison. A titre de simple indication, on pourrait envisager un carnet annuel, comportant des cases, de dimensions assez importantes, pour y mettre le cachet de l'employeur, le nombre d'heures de travail effectué et le nombre de jours pendant lequel ce travail a été effectué.

L'obligation d'avoir un carnet de travail serait étendue à tous les ouvriers des ateliers familiaux. Sur le carnet de chacun de ces ouvriers serait portée, en caractères très lisibles, la mention « Atelier Familial X. » (le nom du chef).

DURÉE DU TRAVAIL.

Un décret devrait étendre effectivement l'application de la loi des quarante heures aux travailleurs à domicile.

Le contrôle serait exercé, au moyen du carnet de travail, par le dernier employeur donnant du travail ; cependant, pour donner plus de souplesse à ce contrôle, le décret susvisé devrait prévoir que le contrôle ne pourrait s'exercer que sur des périodes de deux ou même trois semaines, suivant le genre d'industrie et le nombre d'employeurs pour lesquels travaille le salarié.

Au cas où le carnet de travail révélerait que ce dernier travaille plus de quatre vingt heures en deux semaines, ou plus de 120 heures en trois semaines, aucun employeur ne pourrait confier du travail à l'intéressé pendant la semaine suivante.

Les mêmes dispositions pourraient être appliquées aux ouvriers des ateliers familiaux.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Les ouvriers à domicile devraient bénéficier de la législation sur les accidents du travail, au même titre que les salariés travaillant à l'atelier.

Il appartiendrait donc aux employeurs de se mettre d'accord avec les Compagnies d'assurances pour étudier un taux de primes où il serait tenu compte de la difficulté du contrôle.

A titre indicatif, ce taux pourrait être supérieur d'un quart à celui prévu pour les employés occupés à l'atelier, et cette différence du quart serait remboursée, par l'intéressé, sous forme de retenue, à chaque paie.

Il ne serait pas équitable d'imposer au travailleur à domicile le paiement total de la prime.

De plus, les conditions de responsabilité seraient les mêmes que

celles prévues pour les autres salariés.

Une déclaration d'accident devrait être faite par l'ouvrier, ou en son nom, à l'employeur, et celui-ci serait tenu à faire, vis-à-vis de la Compagnie d'assurances et du maire de la commune, dans un délai à déterminer, les déclarations prévues par la loi sur les accidents de travail. Toutes autres formalités usuelles seraient également accomplies par l'employeur.

En résumé, en matière d'accidents de travail, salariés à domicile ou salariés travaillant en atelier, bénéficieraient des mêmes avantages sous deux réserves :

1° Les premiers subiraient, sur chaque paie, une retenue égale au supplément de prime prévu ;

2° Les premiers seraient tenus d'avertir ou de faire avertir leurs employeurs, dans un délai à déterminer.

Les mêmes dispositions peuvent être appliquées aux ouvriers des ateliers familiaux.

I. — Estimez-vous que l'appréciation des responsabilités pénales encourues, soit par les chefs d'entreprise, soit par leurs agents (directeurs, gérants, préposés), doit, comme dans la législation actuelle, demeurer confiée aux tribunaux ?

RÉPONSE.

L'appréciation des responsabilités pénales encourues pour infractions aux prescriptions du Code du Travail — ou des dispositions complémentaires — doit demeurer confiée aux tribunaux. La diversité, la multiplicité de ces infractions sont, en effet, telles qu'il serait pratiquement impossible de procéder autrement. Sauf quelques rares exceptions, on peut soutenir que, dans cette matière plus que partout ailleurs, il n'y a que des cas d'espèces.

Pour enlever le droit d'appréciation aux tribunaux, il faudrait enlever le commerce et l'industrie dans un tel réseau de prescriptions méticuleusement définies que ce réseau devrait comprendre tous les cas d'espèces possibles.

Le système actuel est donc à maintenir, car il est le plus souple, le plus facilement adaptable, non seulement aux faits eux-mêmes, mais encore aux circonstances de temps et de lieux.

Pour en donner un seul exemple, citons l'article 66, du Livre II ainsi conçu :

« Il est interdit... à tout chef d'établissement, directeur, gérant, préposé, contremaître, chef de chantier et en général à toute personne ayant autorité sur les ouvriers et employés de laisser introduire dans les établissements... toutes boissons alcooliques autres que... »

Comment prévoir la répression, en se basant sur ce texte, si le pouvoir d'appréciation de la responsabilité n'est pas laissé aux tribunaux ?

Bien entendu, nous avons choisi, à dessein, un article particulièrement typique, mais l'étude du Code du Travail nous permet d'affirmer que, d'une manière générale, les dispositions sujettes à appréciations diverses, sont, de beaucoup, plus nombreuses que les autres.

II. — Pensez-vous, cependant, que certains cas de responsabilité pénale pourraient être utilement consacrés par la loi et précisés ? Lesquels ?

Pensez-vous, notamment, qu'en cas de manquements graves à la réglementation du travail (lesquels ?) la responsabilité pénale doit être mise expressément par la loi à la charge du chef d'entreprise lui-même ?

RÉPONSE.

Il est indispensable qu'un certain nombre de cas de responsabilité pénale devraient être consacrés par la loi et précisés. Ce sont les infractions aux dispositions qui constituent la base même de la réglementation du travail :

— sécurité des travailleurs ; liberté syndicale ; âge d'admission des enfants ; durée du travail ; repos hebdomadaire ; congés annuels.

Il est évident que la responsabilité du chef d'entreprise doit donc être nettement engagée. En effet, à quoi correspondent ces différentes dispositions ?

— La sécurité des travailleurs ? C'est leur vie qui est en question.

— La liberté syndicale ? Elle met en jeu la liberté du travail.

— L'âge d'admission des enfants ? Cette question se rattache à celle de l'obligation scolaire qui constitue, elle-même, une des pierres angulaires de l'édifice social actuel.

— La durée du travail ? Le repos hebdomadaire ? Les congés annuels ? Ce sont, désormais, des questions d'ordre public, en raison des graves intérêts sociaux, économiques et moraux qui sont en jeu.

Ce simple aperçu nous permet donc de conclure que le chef d'entreprise doit consacrer à ces questions capitales l'attention la plus soutenue et qu'il doit répondre personnellement des fautes commises.

Cependant, il faut encore, même dans ce domaine, admettre que sa responsabilité pénale ne peut être maintenue en cas de force majeure ; l'appréciation du tribunal ne pourrait donc porter que sur ce dernier point, la preuve devant être fournie par le chef d'entreprise.

Cette solution est, du reste, absolument conforme à l'esprit du droit français et, d'une manière plus générale, au droit naturel.

..

III. — Estimez-vous que devraient être désignés d'une façon uniforme les agents des chefs d'entreprises qui, en raison de leur fonction, peuvent être rendus pénalement responsables de l'observation de la réglementation. Quelles seraient les désignations admises : directeurs ? chefs de services ? gérants ? préposés ?

RÉPONSE.

Le Code du Travail prévoit, qu'en raison de leurs fonctions, des agents, des chefs d'entreprise peuvent être rendus pénalement responsables de l'observation de certains règlements ; mais les termes employés pour les désigner varient avec les textes.

L'usage, les conditions de travail particulières à chaque profession, le souci d'employer des termes exacts, tels sont les motifs qui ont déterminé l'emploi d'appellations très diverses pour les agents responsables.

Nous estimons qu'on doit maintenir ces appellations. Mais il serait souhaitable d'imposer à tout chef d'entreprise l'obligation de stipuler dans le contrat de travail — contrat collectif ou individuel — que la responsabilité de l'intéressé est engagée suivant les dispositions du Code du Travail et des lois complémentaires. Nous insistons sur ce dernier point : la responsabilité d'un agent ne peut, ne doit être engagée que dans les cas prévus par la loi, nonobstant toutes clauses contraires insérées dans des contrats de travail.

Cette obligation faite à l'employeur aurait un double avantage : d'une part, elle supprimerait toute équivoque pour la recherche de la responsabilité ; d'autre part, elle faciliterait aux employés supérieurs la reconnaissance de leurs droits devant les juridictions compétentes, en matière de préavis, par exemple.

Au cas où cette précision ne figurerait pas dans le contrat de travail — collectif ou individuel — la responsabilité du chef d'entreprise serait seule engagée.

XXX

A propos des maladies professionnelles et de la distribution du lait

Certains de nos camarades nous demandent comment obtenir, lors de l'exécution de certains travaux, le lait destiné, paraît-il, à en combattre la nocivité.

Nous rappelons qu'aucun texte législatif ne prévoit l'octroi de ce liquide ; en effet, la Commission d'hygiène industrielle du Ministère du Travail dans l'étude qu'elle a faite notamment à propos de la révision des prescriptions imposées aux industries du plomb, a conclu négativement sur le rapport du Professeur M. Heim de Balzac. En voici un extrait :

« Dans le rapport que j'ai été chargé de présenter, j'ai insisté sur le fait que la distribution du lait ne pouvait pas avoir d'action effective sur l'intoxication saturnine pour la bonne raison que chez beaucoup d'adultes le lait est mal digéré. Il y a lieu de prévoir cette mauvaise digestion chez les ouvriers qui, pour la plupart, ne prendraient pas le lait par petites doses successives, mais seraient tentés d'avaler le contenu du bol mis à leur disposition. De plus, il doit être interdit aux ouvriers de prendre des aliments dans l'atelier. Il y a toutes les chances pour que le lait distribué soit bu au cours du travail, son absorption faciliterait la déglutition d'une quantité supplémentaire de poussières plombifères. »

Pour éviter l'intoxication saturnine, l'installation de mesures telles que : ventilation énergique et bien comprise des locaux où s'effectuent les travaux dits insalubres, l'installation de vestiaires rationnellement compris, propres, aérés, auxquels serait adjoint une installation de douches et de lavabos, permettant au personnel de se nettoyer complètement y compris les dents.

Un très gros travail d'éducation reste à faire que compléterait efficacement les mesures ci-dessus. On ne saurait indéfiniment jouer avec nos santés sous le prétexte d'économie ; que nos camarades veillent donc attentivement à ces questions d'hygiène et qu'ils entreprennent, sans hésitation, toutes démarches auprès de l'Inspection du travail de leur département.

XXX

Les quarante heures et les Allocations Familiales

On nous communique :

« En vue de résoudre les difficultés que soulève en cas d'horaires irréguliers, l'application de la Loi de 40 heures et la répartition fréquente du travail sur cinq jours par semaine, notre Commission de Gestion avait décidé, suivant les directives du Comité Central des Allocations Familiales, de calculer le nombre d'allocations journalières dues, en divisant par la durée moyenne de la journée de travail soit 6 h. 66, le total des heures de travail mensuel.

XXX

« Le Ministre du Travail a fait observer que ce système résolvait bien la difficulté soulevée par la répartition du travail sur 5 jours ou 5 jours et demi, difficulté qu'il propose de résoudre autrement, mais qu'il n'était pas légal, la Loi ayant prévu un décompte par mois ou par jour, mais non par heure. Il reproche surtout au système adopté d'aboutir à ce fait qu'en cas de « short time » les allocations mensuelles ne sont pas totalement versées. Il nous a indiqué qu'à son avis, et sous réserve de l'interprétation des tribunaux, toute journée d'au moins 3 heures 20 minutes devait être considérée comme une journée entière. Cette interprétation est tout à fait contestable et nous ne pensons pas qu'un tribunal quelconque l'entérine.

Dans ces conditions, reconnaissant les difficultés juridiques que soulève le système actuel divisant le total des heures de travail par 6,66, n'admettant cependant pas qu'un jour de 3 h. 20 minutes de travail soit considéré comme une journée entière, notre Commission de Gestion a pris la décision suivante, qui sera applicable à partir de mai inclus, mais non pas rétroactivement.

a) A dater du 1^{er} mai, pour un mois de présence complet, l'allocation mensuelle entière sera versée dans le cas de travail continu et quel que soit l'horaire, fut-il inférieur à 40 heures par semaine. Les maisons délivreront par suite les bulletins de couleur rose.

En cas d'absence injustifiée, de cessation de travail non autorisée, les jours d'absence seront déduits et l'on délivrera alors les bulletins de couleur bleue. Par contre les jours d'absence autorisés, les jours de maladie ou d'accident du travail, seront considérés comme des jours de présence.

b) Dans le cas de débanchage ou de débanchage en cours de mois, il sera délivré des bulletins de couleur bleue, et l'on comptera autant de jours qu'il y aura de jours ouvrables (travaillés ou non) pendant la période de présence.

c) Dans le cas de travail intermittent, femme de ménage par exemple, et quand le calcul par jour sera impossible, on continuera à calculer le nombre de jours, en divisant le total des heures par 6,66.

d) Le régime des travailleurs à domicile, des représentants et des journalistes ne sera pas modifié et le décompte du nombre de jours de travail sera toujours effectué au prorata de la rémunération reçue, comparée au salaire moyen de la profession.

« Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués et dévoués. »

Le Directeur Adjoint :
WROUNST.

Fanion

A la demande de plusieurs organisations affiliées, nous avons fait établir un projet de fanion.

Celui-ci, d'un effet très réussi, se présente en tissu double, jolies satinettes avec impression bleue sur les deux faces ; il comporte un double cordonnet en rayonne jaune. Son format est de 18 cm de long sur 9 de large.

Nous pensons que de nombreux groupements voudront posséder ce signe de ralliement, et nous vous prions de vouloir bien, par le plus prochain courrier, si possible, nous faire connaître, sans engagement formel, le nombre de fanions que vous pensez pouvoir commander.

Le prix de l'unité sera évidemment variable selon l'importance de votre commande ; nous pensons qu'il sera d'environ 10 francs franco.

La C.F.T.C. à la Radio

Le 26 juin, à 18 h. 12, notre camarade Albert Huleux, Président de l'Union régionale parisienne des Syndicats chrétiens, prendra la parole au POSTE PARISIEN. Sujet traité : La célébration des Noces d'Or du Syndicalisme chrétien.

Le 29 juin, à 14 h. 07, Gaston Tessier, Secrétaire général de la C.F.T.C., fera au POSTE DE LA TOUR EIFFEL, retransmise par différentes stations du Réseau d'Etat français, une causerie sur « Le Syndicalisme chrétien et les réformes sociales ».

Arrêtés d'extension des conventions collectives

— Industries de la coutellerie de la région de Thiers (J.O., 5-6-37).
— Industries métallurgiques, mécaniques et connexes Puy-de-Dôme (J.O., 20-5-37).

SYNDIQUÉS !...

Si vous avez une difficulté,
Si vous êtes embarrassés,
Si vous avez besoin d'un renseignement quelconque

Adressez - vous à
VOTRE SYNDICAT

Imprimerie Centrale
12, rue St-Siméon.
Bordeaux.

Le Gérant : Henri SINJON.

L'attribution des subventions du fonds national de chômage

(Suite de la page 3)

3° En un bon de transport gratuit pour la famille du chômeur et le mobilier de celui-ci, dans le cas où la famille irait rejoindre le chef de ménage et où le mobilier serait transporté seize jours au moins après le jour où le chômeur a recommencé à travailler et trois mois au plus tard après ce jour.

L'allocation complémentaire visée à l'alinéa 1^{er} du présent article et la partie de l'allocation visée à l'alinéa 2 feront l'objet d'un mandat établi au nom du chômeur remplacé et à lui remis par l'intermédiaire du maire de la commune où l'emploi lui a été procuré ;

4° En une allocation égale au montant du loyer du logement qu'occupait le chômeur correspondant à la période comprise entre le jour de son départ et le dernier jour du terme dans lequel est compris ledit jour.

Cette allocation sera remise à la personne qui sera, en fait, considérée comme chef de ménage, le jour où les membres de la famille partiront pour rejoindre le chômeur remplacé. Elle est destinée à parfaire la somme restant due par le chômeur à son propriétaire au moment de son départ.

Art. 7. — Dans le cas où le chômeur remplacé reviendrait dans la commune où il était précédemment secouru, dans les trois mois qui suivront l'expiration du contrat de travail visé à l'article 3, il pourra être à nouveau secouru par le fonds de chômage qui le secourait, sans avoir à justifier de la condition de résidence exigée par le règlement de ce fonds.

Art. 8. — Les départements ou communes qui désireront bénéficier du présent décret devront introduire dans le règlement de leur fonds de chômage des dispositions déterminant les détails d'application du présent décret et les mesures de contrôle.

Art. 9. — Le ministre du travail, le ministre de l'économie nationale et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel.

Il faut avoir lu...

Les Délégués du Personnel

Par Joseph Danel, professeur à la Faculté Libre de Droit de Lille, édition C.F.T.C., 5, rue Cadet, Paris, IX^e (brochure de 32 pages : 1 franc).

Cette petite brochure est nécessaire à tous. Présentée avec beaucoup de clarté, elle précise le rôle des délégués ouvriers ou délégués du personnel sous une forme concise et complète. Le caractère objectif de cet opuscule et la haute compétence de M. Danel font de ce petit ouvrage un instrument de travail qu'il faut avoir lu.

Rappelant les accords Matignon et les dispositions de la loi du 24 juin 1936, l'auteur étudie successivement l'origine des délégués, leur rôle et leurs fonctions. Puis il passe au mode de désignation de ces délégués et à l'exercice de leurs fonctions en déterminant les limites et les qualités requises.

Enfin, la brochure examine longuement quelles sont les connaissances que doivent posséder les délégués en vue de l'application des tarifs de salaires, de la protection ouvrière, de l'hygiène et de la sécurité. Il y a là un court résumé de la législation sociale que tous devraient avoir présent à la mémoire.

Pour être à la page du Syndicalisme

Edition Secrétariat Social de Lille, 51, rue de la Justice (brochure de 16 pages : 0 fr. 50).

En quelques pages on expose avec une grande simplicité le programme des syndicats chrétiens en regard du programme de la C.G.T. puis on conclut par le devoir syndical et la nécessité de la formation des militants.

U.R.S.S. Terre d'oppression

Par Jacques Detille, Edition Spés, Paris (brochure 31 pages : 1 fr. 25).

L'auteur reprend les passages les plus significatifs du livre de Gide « Retour d'U.R.S.S. », dont on a cité un peu partout des extraits. Dans ce témoignage que les communistes ne peuvent récuser puisqu'il est écrit par un homme qui a vu de près, nous trouvons l'expression d'un scandale profond, résultat de l'observation non seulement objective des faits, mais bienveillante.

Il a trouvé là-bas l'oppression de la personnalité, l'asservissement de l'esprit, la misère collective, la lutte anti-religieuse et la dictature personnelle de Staline.

Au paradis soviétique succède une vision d'enfer soviétique. Comment pourrait-il en être autrement dans un pays où ne règne pas seulement la dictature politique, mais aussi, et avec une acuité dont nous avons peu le sens, la dictature économique ?